

BULLETIN D'INFORMATION SPECIAL RETRAITE(E)S DU SNASUB-FSU

L'été 2026 aura été une calamité sur tous les plans : climatique évidemment, avec une sécheresse, des canicules et des incendies d'une ampleur jamais connue, et une incurie absolue des pouvoirs publics. Sociale également, avec un gouvernement néolibéral en fin de règne qui est bien décidé à tout saccager avant de partir.

ILS NE PEUVENT PAS S'EN EMPÊCHER : ENCORE PRENDRE ET S'EN PRENDRE AUX RETRAITÉS !

Derrière les prévisions budgétaires, il y a 17 millions de retraités, des millions de foyers et des millions de parcours de vie. Plutôt que de s'attaquer au retraité moyen qui essaie de vivre comme il peut avec 1 500 ou 2 000 euros par mois, le gouvernement devrait se pencher sur les milliardaires qui échappent à l'impôt et sur les actionnaires des entreprises du CAC 40 qui ont engrangé 74,2 milliards d'euros au premier semestre 2026 (*l'Humanité* du 4 août 2026)

Le gouvernement met à l'étude une possible désindexation des retraites sur l'inflation. Ils ne peuvent pas s'en empêcher. **Ils l'ont tenté en 2024, en 2025 et ils recommencent.**

Pendant qu'on essaie de nous faire croire que les retraités seraient « trop riches » et responsables du déficit, la réalité des chiffres est tout autre. Le vrai trou de la dette, il est creusé par des centaines de milliards d'aides publiques distribuées sans aucun contrôle au sommet, et par des choix politiques aberrants (chèques énergie, essence... en lieu et place d'augmentations de salaires ou de pensions).

Le CICE (passé de 12 à 22 milliards) et ses successeurs représentent aujourd'hui 40 milliards d'allègements de « charges » (en réalité de cotisations sociales !) par an, cumulés à près de 200 milliards d'aides diverses aux entreprises chaque année. **Sans contrepartie ni contrôle !**

Pendant que des milliards s'envolent dans les subventions aux grands groupes, une immense campagne médiatique cible les retraités pour justifier le gel de leurs pensions ou l'augmentation de leur CSG.

Ces mesures seraient parfaitement injustes.

Les retraités ne sont pas des privilégiés, il faut arrêter de taper sur celles et ceux qui ont travaillé et cotisé toute leur vie. Encore une fois, ce sont les plus fragiles qui sont visés.

L'exécutif réfléchit désormais à une désindexation ciblée des retraites les plus élevées. Autrement dit, certaines pensions pourraient ne plus suivre totalement l'inflation, tandis que les petites retraites seraient davantage « protégées ». Les médias s'offusquent qu'on pense à taxer les milliardaires mais trouveraient normal qu'on gèle les pensions à priori à partir de 2000€ brut/mois alors que les vrais responsables de la dette sont les politiciens qui soutiennent les choix politiques des gouvernements macronistes et leurs gabegies financières. L'idée peut sembler plus équitable qu'un gel soit appliqué indistinctement à toutes et tous les retraités, mais elle ouvre immédiatement une question sensible : à partir de quel montant considère-t-on qu'une retraite est « élevée » ? 2 000 euros bruts ? Pour une personne ou pour un foyer ? Mais quels sont les revenus de ceux qui en décident ?

Derrière un même montant de pension peuvent se cacher des situations très différentes : propriétaire ou locataire, personne seule ou couple, frais de santé importants ou non, aide aux enfants en difficulté...

La mesure visant les retraités est d'une stupidité rare. Les personnes qui gagnent 2 000 euros par mois après une vie de travail ne sont pas des privilégiés. Alors que selon le rapport d'enquête de Charles de Courson, plusieurs dizaines de milliers de Français parmi les plus riches paient proportionnellement, deux fois moins d'impôts que la moitié des contribuables imposés. **Seules les injonctions ruissellent !**

Les sacrifices pour les uns, les privilèges pour les autres... Voilà la devise invisible gravée au fronton de nos institutions par une caste dirigeante totalement déconnectée du réel, à des années-lumière des fins de mois qui étranglent le Peuple. On demande toujours, inlassablement, des efforts aux mêmes. Aux salariés on demande de travailler davantage. Aux retraités, on demande de se serrer la ceinture. Aux familles, on impose d'encaisser la hausse vertigineuse des prix.

Toujours les mêmes efforts imposés à la base.

Ce sont toujours les mêmes qui trinquent ! Pendant que le citoyen ordinaire en est réduit à compter le moindre litre d'essence, à sacrifier sa santé ou à se priver de repas, la caste au sommet se goinfre sans vergogne à coups d'exemptions et de privilèges. 9,8 millions de personnes dont de plus en plus de personnes âgées, vivent sous le seuil de pauvreté en France.

La vérité, c'est qu'on parle de gens qui travaillent, de retraités qui ont travaillé à minima 42 ans de leur vie, de familles, de jeunes, de personnes seules, de femmes et d'hommes qui galèrent parce que le coût de la vie explose dans absolument tous les domaines.

Il y a quelque chose de profondément obscène à exiger des sacrifices de celui qui compte ses pièces à la fin du mois, tout en trouvant parfaitement naturel d'entretenir à vie des politiciens qui ne sont plus aux responsabilités, de protéger les anciens ministres. La facture pour le Peuple, l'impunité pour « l'élite ». Un gouvernement qui impose des économies doit d'abord montrer l'exemple, il ne peut pas rançonner les retraité.e.s, essorer les salarié.e.s, tout en décrétant que les privilèges de sa caste sont intouchables. **Les sacrifices doivent être collectifs ou ils ne sont rien d'autre que du vol organisé.**

Mais les « privilégiés » pour eux, ce ne sont pas les milliardaires à qui ils donnent sans aucun contrôle ni contrepartie 210 milliards de subventions publiques par an. Ce ne sont pas les grandes entreprises qui ne paient pas d'impôts ou presque. Ce ne sont pas ceux qui utilisent la fraude fiscale aux dividendes générant un manque à gagner de 150 milliards par an pour l'Etat. Pas plus que ceux opérant une fraude fiscale « normale » de 100 milliards d'euros par an ou une fraude fiscale légale baptisée « évasion fiscale » pour un montant évalué de 80 milliards d'euros par an. Ce ne sont pas non plus les actionnaires qui, sans rien faire, encaissent chaque année le fruit des richesses créées par d'autres. Ce ne sont pas les spéculateurs qui gagnent d'autant plus qu'ils font licencier des travailleurs, etc., etc. Non les « privilégiés », ce sont celles et ceux d'en bas, qu'ils montrent en permanence du doigt avec leur presse aux ordres des milliardaires.

« On recentre les niches sociales », qu'ils disent !

En fait « on fait les poches des vieux » !

Le gouvernement veut tenter de porter à 140 euros le plafond annuel des franchises médicales contre 100 euros aujourd'hui. Les assurés vont encore payer plus de reste à charge annuel, pendant que le coût des mutuelles continue de s'envoler allégrement. *Que Choisir* chiffre la hausse des cotisations des complémentaires santé à + 25 % en 3 ans. Une injustice flagrante pour les retraité.e.s qui déboursent déjà 42 % de plus que la moyenne de la population active pour leur couverture santé.

Un « petit décret » discret n° 2026-261 a été publié le 8 avril 2026 : il fait passer de 70 à 80 ans l'exonération de cotisations pour l'aide à domicile. 350 000 seniors de 70/79 ans vont gentiment payer 15 % de plus, voire + 100 €/mois, pour garder leur femme de ménage ou leur auxiliaire de vie. L'État, lui, récupère 100 millions d'euros. Des économies de bout de chandelle... prises directement dans le portefeuille de ceux qui ont déjà le plus de mal à rester chez eux, luttant pour conserver leur autonomie. Par ailleurs, les places en EHPAD susceptibles de les accueillir ne sont pas créées et sont de toute façon actuellement bien trop onéreuses.

Après une première baisse en 2023, un autre Décret récent puisque publié le 22 août 2026 annonce une nouvelle réduction du taux de prise en charge de la Sécurité sociale sur certains soins dentaires, à compter du 1er janvier 2027 (*ce Décret prévoyait initialement une application rétroactive au 1er janvier 2026*).

Face aux projets gouvernementaux d'alourdissement des frais de santé, nous revendiquons le « 100% Sécu »

Nous dénonçons vigoureusement l'augmentation et le doublement des franchises médicales. Ces hausses pénalisent lourdement les malades chroniques et les plus précaires devant subir des soins répétés (médicaments, consultations, analyses diverses, radiologies), et devant faire appel aux transports sanitaires. Il s'agit d'un pari sur la mort, d'un « impôt sur la maladie ». Pour rappel, les franchises médicales et participations forfaitaires sont des sommes déduites par l'Assurance maladie de l'ensemble des remboursements.

Il vaut mieux être jeune, riche et bien portant que vieux, pauvre et malade...

L'économiste *Frédéric Bizard* indique que les principaux gros consommateurs de soins sont les personnes âgées du fait de leur fragilité naturelle. Personne ne se soigne par plaisir et si nous avions le choix nous préférerions toutes et tous être en bonne santé mais malheureusement on ne choisit pas !

Les efforts demandés pour redresser les finances publiques ne doivent pas pénaliser les patient.e.s, quelques soient leur âge ou leur situation et surtout pas les plus fragiles. Toute réforme de notre système de santé doit préserver un accès aux soins et éviter de fragiliser davantage les personnes nécessitant un suivi médical régulier (personnes âgées, patients vulnérables - qu'il s'agisse de pathologies chroniques ou de maladies orphelines).

Cette offensive ciblée contre les retraites et les retraités se précise et se fait de plus en plus nette !

Elle s'apparente à une forme de « vieillobophie ». Ce rejet collectif consiste à réduire nos aînés à un simple coût financier, à un problème ou à une charge pour la société. Pendant que le débat public s'attarde sur cette stigmatisation, les décideurs politiques passent sous silence le fait que 80 % du déficit de la Sécurité Sociale découle directement des exonérations et allègements de cotisations patronales décidés depuis 2017.

Alors ami(e)s retraité(e)s, si vous en avez assez d'être re-maltraité-es, n'hésitez pas à le crier haut et fort !

Il faudra voter et faire voter massivement pour un programme de rupture totale avec les politiques ultra libérales qui nous conduisent inévitablement dans le mur. Militons pour une politique fondée sur davantage de justice sociale, de transparence, de solidarité et de partage équitable de l'effort. Refusons leur politique d'austérité et la baisse de notre pouvoir d'achat. **L'austérité n'est pas la solution mais bien le problème** dans un contexte où le coût du logement, de l'alimentation, de l'énergie et de la santé devient notre plus grande préoccupation.

En attendant, soyons nombreuses et nombreux aux côtés de nos collègues actives et actifs qui manifesteront leur ras le bol général dans toute la Fonction publique **le mardi 29 septembre 2026** sous la forme d'une journée de grève nationale intersyndicale. Soyons nombreuses et nombreux à leurs côtés pour manifester notre rejet de ces politiques ultra libérales toxiques que nous subissons toutes et tous au quotidien !

Qu'ils l'entendent bien : nous ne nous laisserons plus faire !